

L'INRA esquisse un scénario possible pour la réduction de 50 % de l'usage des pesticides

Les résultats de l'étude Ecophyto R&D réalisée par l'INRA permettent d'esquisser un scénario conduisant à une réduction de moitié de l'usage des pesticides à l'horizon 2018. Il correspond à un profond changement des modes de production agricole avec un fort développement de l'agriculture biologique et une quasi-généralisation de la production intégrée. Des changements de même ampleur ont été réalisés ou amorcés ailleurs en Europe. Les politiques publiques auront un rôle majeur pour accompagner les évolutions nécessaires des systèmes de production et des filières.

Les résultats de l'étude Ecophyto R&D, pilotée par l'INRA et menée à la demande des Ministres en charge de l'agriculture et de l'environnement, ont été présentés fin janvier au Conseil économique, social et environnemental. Cette étude dresse un état des lieux de l'usage des pesticides dans l'agriculture française et des marges de manœuvre agronomiques pour sa réduction. Les dépenses totales en pesticides pour les exploitations professionnelles s'élèvent à 2,3 milliards d'euros en France en 2006 selon le RICA. Elles correspondent pour plus des deux tiers aux grandes cultures. D'autres productions comme la vigne et les cultures fruitières sont toutefois à l'origine des pressions pesticides les plus fortes localement. La France reste donc un fort consommateur de pesticides rapporté au nombre d'hectares cultivés (hors prairies permanentes) avec 5,4 kg/ha/an (3^e rang européen).

Face à cette situation, et selon l'étude, une simple logique d'optimisation des traitements (agriculture raisonnée) permettrait de réduire déjà d'environ 15 % l'emploi des pesticides. Sans modification des systèmes de production et en l'état actuel des techniques de protection des cultures, une réduction de 30 % pourrait être obtenue. L'application de méthodes prophylactiques et alternatives à l'échelle de l'exploitation ainsi qu'une modification des variétés cultivées et des rotations permettraient d'atteindre des réductions beaucoup plus significatives, de l'ordre de 50 %. La réduction de moitié de l'usage des pesticides en agriculture à l'horizon 2018 correspond donc à un profond changement des modes de production agricole, avec un fort développement de l'agriculture biologique et une quasi-généralisation de la production intégrée.

Les résultats présentés montrent que l'objectif d'une réduction de moitié de l'usage des pesticides en agriculture en 10 ans serait possible mais extrêmement ambitieux. La généralisation de l'agriculture intégrée entraînerait en effet une baisse sensible des rendements : - 6 % en grandes cultures avec des baisses plus fortes pour le colza et la pomme de terre, - 20 % en culture fruitière et - 25 % en viticulture. L'impact sur les marges à l'hectare serait en revanche plus faible car les baisses de production sont en grande partie compensées par la réduction des charges. Pour le secteur des grandes cultures, un scénario « optimal » est présenté, combinant production intégrée et agriculture biologique. Il permettrait une réduction de 50 % de l'usage des pesticides, entraîne une baisse de la production de 12 % par rapport à la situation initiale et une diminution des marges de 5 %.

Des changements de même ampleur ont été réalisés ou amorcés ailleurs en Europe. La Suisse a ainsi conditionné à partir de 1998 le versement de ses aides agricoles à un programme national de production écologique. Aujourd'hui, 92 % des exploitations suisses sont en production intégrée et 8 % en agriculture biologique. Le Danemark a lancé son second plan d'action sur les pesticides en 1997 et introduit l'indice de fréquence de traitement avec pour objectif de le réduire de 3,1 à 1,7 à l'horizon 2009. La Norvège a adopté un plan de réduction des pesticides en 1985 qui a permis une réduction des quantités utilisées de 54 % en 1996. Deux indices de pression environnementale et de risques pour la santé ont été introduits en 1998 et ont vu leur niveau diminuer de moitié dès 2001.

Les politiques publiques auront un rôle majeur pour amorcer et accompagner les évolutions nécessaires des systèmes de production et des filières. L'étude souligne en effet que les principaux obstacles à surmonter sont le manque de connaissances des agriculteurs sur les pratiques alternatives, les difficultés de mise en place d'une véritable organisation collective au niveau des territoires et l'incompatibilité des pratiques alternatives avec les exigences actuelles des filières. Les systèmes de culture très intensifs en pesticides sont en effet parfaitement cohérents avec la logique économique des filières dans lesquelles ils s'insèrent. L'étude souligne donc la nécessité de :

- revoir les réglementations et cahiers des charges officiels pour favoriser le développement de pratiques alternatives ;
- aider à l'émergence de nouvelles organisations des filières agricoles, en particulier pour assurer une valorisation des efforts des agriculteurs et un débouché aux nouvelles espèces cultivées ;
- engager un effort soutenu de re-conception et de transfert des systèmes de culture par une relance de la recherche agronomique et une rénovation du conseil agricole.

La mise en place d'incitations économiques importantes permettrait de compléter ce dispositif. L'étude Ecophyto R&D suggère ainsi un système de taxation des pesticides avec redistribution intégrale de la recette de cette taxe aux producteurs combinée à une subvention aux systèmes économes en intrants et à l'agriculture biologique.

La réduction de moitié de l'usage des pesticides en agriculture en 10 ans constitue donc un objectif très ambitieux mais atteignable et de nature à fonder l'élément déclencheur de profonds changements des pratiques agricoles et des filières.

Julien Vert
Chef du bureau de la prospective
Centre d'études et de prospective
julien.vert@agriculture.gouv.fr